

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/81
6 août 2004

(04-3351)

Conseil général
27 juillet et 1^{er} août 2004

Original: anglais

DÉCLARATION DES PHILIPPINES

La déclaration ci-après, faite par les Philippines à la réunion du Conseil général des 27 juillet et 1^{er} août 2004 au titre du "point 11 de l'ordre du jour", est distribuée aux Membres à la demande de cette délégation.

Nous nous trouvons à un point extrêmement critique du programme de travail que nous nous sommes fixés à Doha il y a près de trois ans. Non seulement il nous incombe à ce stade de tenter d'accomplir ce qui n'a pu l'être à Cancún l'année passée, mais nous avons aussi la responsabilité, compte tenu de la dégradation des économies des pays en développement, de faire en sorte que le système commercial multilatéral que nous élaborons au fil de ces négociations reste fidèle à l'esprit de développement du mandat de négociation dont nous sommes convenus à Doha. De fait, le paragraphe 2 de la Déclaration ministérielle de Doha est libellé comme suit: "La majorité des Membres de l'OMC sont des pays en développement. Nous visons à mettre leurs besoins et leurs intérêts au centre du Programme de travail adopté dans la présente Déclaration."

Il est de notre devoir de nous rappeler que les pays en développement ont accepté de lancer ce cycle de négociations en partant du principe que le déséquilibre existant en ce qui concerne les avantages tirés de la participation au système commercial multilatéral serait corrigé dans ces négociations. Nous avons pris conscience du fait que l'application des mêmes règles à des situations économiques inégales se traduisait par une répartition inéquitable des avantages tirés de ces règles commerciales multilatérales. Les pays en développement ont donc placé tous leurs espoirs dans la promesse que le programme de travail de Doha remédierait à cette inégalité fondamentale.

L'échec de Cancún a montré que la direction prise par le programme de travail proposé ne permettrait pas de tenir cette promesse. Si nous n'y prenons pas garde, nous risquons d'oublier une fois encore cet engagement non tenu. Gardons présente à l'esprit la promesse du Cycle de Doha – à savoir que le système commercial multilatéral apportera rapidement développement et prospérité à l'humanité tout entière – pendant ces négociations. À défaut, le prix que nous aurons à payer, et cette institution également, en cas d'issue négative devrait suffire à amener les partenaires commerciaux à repenser leur approche.

Alors que nous examinons la décision du Conseil général, nous espérons qu'elle pourra guider nos travaux futurs sur les modalités pour les négociations. Les Philippines, quant à elles, s'inspireront des interprétations suivantes de certaines dispositions que nous adoptons maintenant:

Dans le domaine de l'agriculture, en ce qui concerne le soutien interne, nous considérons que le paragraphe 11 préserve le droit des pays en développement qui consacrent ou ont l'intention de consacrer la plus grande partie de leur soutien *de minimis* aux agriculteurs pratiquant une agriculture de subsistance et dotés de ressources limitées d'être pleinement exemptés de tout engagement de

réduction. Nous voulons croire que ce paragraphe confirme la marge de manœuvre dont disposent les pays en développement pour poursuivre leurs objectifs et aspirations en matière de développement.

En ce qui concerne les produits spéciaux, nous sommes fiers de soutenir nos collègues du G-33 et le coordonnateur de notre groupe, l'Indonésie, pour obtenir que le paragraphe 41 reconnaisse pleinement le concept de produits spéciaux et le droit fondamental des pays en développement Membres de désigner des produits comme essentiels pour répondre à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens de subsistance et de développement rural.

En outre, nous comprenons et soulignons la sagesse de la décision du Conseil général qui affirme que les produits spéciaux seront admis à bénéficier du traitement le plus favorable et le plus flexible. Les produits spéciaux sont séparés et distincts des produits sensibles.

S'agissant des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, nous nous sommes à diverses reprises exprimés sur la situation des pays en développement qui, ayant cru en la promesse sur laquelle débouche la libéralisation, ont unilatéralement et activement appliqué des programmes de réductions tarifaires les années précédentes, pour se retrouver non seulement confrontés à de graves répercussions dans les branches de production nationales touchées mais aussi nettement désavantagés au regard du traitement des droits de douane non consolidés proposé dans le cadre suggéré pour les négociations. Si nous étions disposés à consolider les droits de douane actuellement non consolidés, nous avons souligné qu'il fallait introduire des flexibilités pour permettre aux pays en développement i) de consolider ces droits de douane à des niveaux plus élevés que ce qui est proposé dans l'actuelle annexe B et ii) d'exempter de consolidation un pourcentage plus élevé, 10 pour cent au moins.

Dans ce contexte, nous souhaitons souligner officiellement la concordance de vues manifeste entre les Membres sur le fait que le cadre que nous adoptons à l'annexe B n'est pas un texte pleinement convenu. Plusieurs éléments n'ont pas fait l'objet d'un accord et devront être négociés et convenus lors de la prochaine phase des négociations sur les modalités de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles. Le plus important d'entre eux pour les Philippines concerne toute la question de savoir comment les droits de douane non consolidés seront traités dans ces négociations, et quel pourcentage des produits peut être exempté de consolidation.

En ce qui concerne les services, nous notons et croyons comprendre que l'échéance de mai 2005 pour la présentation des offres révisées, qui a été tardivement ajoutée au texte de la décision du Conseil général n'est pas, comme l'a dit le Président, impérative, et qu'elle est donc simplement indicative. De notre point de vue, cette échéance sera très probablement impossible à respecter par de nombreux Membres, en particulier la cinquantaine de pays en développement qui n'ont pas encore été en mesure de présenter des offres initiales en raison de graves problèmes de capacités. Un tel point de repère, même s'il n'est pas juridiquement contraignant, reviendrait à fixer une date limite dont tout le monde sait qu'elle ne sera pas et ne pourra pas être respectée par de nombreux Membres.

M. le Président, les Philippines, comme nombre d'autres délégations, ne sont pas pleinement satisfaites des projets de cadre que nous examinons aujourd'hui. Cependant, nous notons effectivement que les préoccupations fondamentales que nous avons exprimées dans notre déclaration à la précédente réunion informelle des chefs de délégation tenue en début de semaine en ce qui concerne la catégorie bleue dans l'agriculture, le niveau *de minimis* pour les pays en développement, les produits spéciaux et les taxes à l'exportation différenciées, ainsi que les questions liées au traitement des droits de douane non consolidés et les flexibilités pour les pays en développement dans le "véhicule" relatif à l'AMNA, ont toutes fait l'objet de consultations intensives et ont donné lieu à une forme ou une autre de rectification dans le projet définitif. En conséquence, dans l'esprit d'un engagement constructif et pour contribuer à faire avancer ces négociations vers la réalisation de la promesse d'un programme axé sur le développement, les Philippines acceptent la décision et les

cadres annexés comme base des travaux futurs des Membres. Les Philippines rendent hommage au Directeur général et au Président du Conseil général, aux facilitateurs et aux Membres et les remercient du travail considérable qu'ils ont accompli et de la détermination et du professionnalisme dont ils ont fait preuve pour finaliser cette importante décision.
